



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

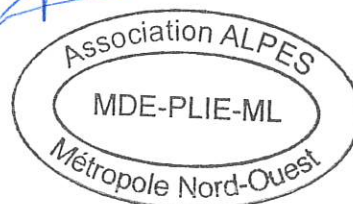
Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

*Lambert
Le 28 mars 2024*

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité
48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

Nicolas LE NEINDRE
Président



KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour ECHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Informations relatives au compte de résultat – les subventions d'exploitation » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu en détaillant les montants de subventions employés sur l'exercice et les montants reportés sur l'exercice suivant.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par Le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 14 mars 2024

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux comptes



**Maison De l'Emploi, PLIE
et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION ALPES

BILAN AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 682	224	2 459	441
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	210 846	186 630	24 217	27 156
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	352		352	352
TOTAL (I)	213 881	186 853	27 027	27 949
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	1 993		1 993	2 775
Créances financeurs	703 063		703 063	1 151 518
Autres	15 258		15 258	29 525
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 705 878		2 705 878	2 280 285
Charges constatées d'avance	11 494		11 494	4 358
TOTAL (III)	3 437 686	0	3 437 686	3 468 460
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 651 566	186 853	3 464 713	3 496 409

ASSOCIATION ALPES

BILAN AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	135 524	111 889
Autres	114 887	114 887
Report à nouveau	1 662 479	1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	190 955	23 635
Situation nette (sous-total)	2 103 846	1 912 891
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	2 103 846	1 912 891
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	14 250	
TOTAL (III)	14 250	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	53 841	53 841
Provisions pour charges	171 488	152 616
TOTAL (IV)	225 329	206 457
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	141 348	224 847
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	486 614	411 021
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	107 957	108 690
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	385 371	632 504
TOTAL (V)	1 121 289	1 377 062
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 464 713	3 496 409

ASSOCIATION ALPES
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 244 331	2 888 824
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	50 618	23 893
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	17 478	3 790
TOTAL I	3 312 427	2 916 506
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	249 564	217 098
Aides financières	305 661	299 128
Impôts, taxes et versements assimilés	165 481	157 942
Salaires et traitements	1 728 674	1 604 914
Charges sociales	672 354	616 857
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	22 163	19 100
Dotations aux provisions	18 872	11 043
Reports en fonds dédiés	14 250	
Autres charges		
TOTAL II	3 177 019	2 926 083
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	135 408	-9 577
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	49 854	6 833
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	49 854	6 833
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	49 854	6 833
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	185 262	-2 744

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	17 052	72 861
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	17 052	72 861
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	11 360	45 107
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	11 360	45 107
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 692	27 754
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	1 376
Total des produits (I+III+V+IX)	3 379 333	2 996 201
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 188 379	2 972 566
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	190 955	23 635
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	98 384	85 729
Bénévolat		
TOTAL	98 384	85 729
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	98 384	85 729
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	98 384	85 729

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2023

**ALliance Pour l'Emploi et la Solidarité
Maison de l'Emploi, PLIE et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

48, avenue du Parc – BP 60115
59832 LAMBERSART Cedex

SOMMAIRE

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE.....	2
EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE.....	2
DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2
DESCRIPTION DE L'ACTIVITE	2
OBJET SOCIAL	2
NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES.....	3
MOYENS MIS EN OEUVRE	4
INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	5
BILAN ACTIF	5
• Immobilisations corporelles et incorporelles. Amortissements pour dépréciation.	5
• Actif circulant – Classement par échéance.	5
BILAN PASSIF.....	6
• Variation des fonds propres	6
• Etat des dettes	6
• Provisions pour risques et charges	6
• Variation des fonds dédiés.....	7
• Produits constatés d'avance	7
INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	8
• Les subventions d'exploitation	8
• Résultat exceptionnel	8
• Effectif	9
• Mises à disposition et contributions volontaires en nature.....	9
• Actions du PLIE.....	9
AUTRES INFORMATIONS.....	9
• Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés	9
• Engagements hors bilan	9

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général :

- . Image fidèle,
- . Régularité, sincérité,
- . Prudence,
- . Permanence des méthodes,
- . Coûts historiques,
- . Continuité d'exploitation.

D'autre part, l'association a pris en compte les adaptations au plan comptable général contenues dans le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les modèles de comptes annuels (bilan, compte de résultat et contenu de l'annexe) sont définis par le règlement ANC n°2018-06 qui fixe des règles d'établissement et de présentation.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du PCG (annexe de base) sous réserve des dispositions spécifiques prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

L'association a fait le choix en 2023 de ne pas mobiliser dans ses comptes des fonds FSE+ initialement programmés.

DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Néant

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour « indemnités de départ à la retraite », qui existait déjà dans les comptes au 31/12/2022, a été ajustée au 31/12/2023 de + 18 872 €, et s'élève fin 2023 à 171 488 € dans les comptes de l'association.

Une provision pour « risque prud'homal », constituée en 2021, s'élève à 53 841 €.

Un litige portant sur une salariée en arrêt de travail depuis 2016 fait l'objet d'un recours devant le Tribunal Judiciaire de Lille. Au 31/12/2023, le montant global de l'enjeu financier n'a pas été évalué par la demanderesse. Par ailleurs, la MAIF confirme la prise en charge des frais liés à un éventuel jugement.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

OBJET SOCIAL

L'association a pour objet :

- D'être le support juridique de la Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest, régie par :
 - La Loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi.
 - Le cahier des charges qui lui est applicable.
 - La convention pluriannuelle signée avec l'Etat.
- D'être le support juridique du Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (dénommé "PLIE Métropole Nord-Ouest").

Ce PLIE a pour finalité de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées du marché du travail.

- D'être le support juridique de la Mission Locale (dénommée "ML MNO").

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission principale : l'accueil, l'information, l'orientation et le suivi des jeunes de 16 à 25 ans, ainsi que la promotion, l'animation et le développement d'actions en matière de formation, d'accès à l'emploi, de citoyenneté et de vie quotidienne.

- De participer, d'animer, de coordonner et de financer le cas échéant, en fonction des subventions mobilisées à cet effet, tous projets, études et actions de nature à favoriser l'insertion des publics résidant sur son territoire d'intervention.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

La Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest coordonne les stratégies territoriales de l'emploi autour de 2 axes principaux :

- Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques : elle mène des actions de coordination et d'informations spécialisées à destination des acteurs locaux, institutionnels et économiques afin de leur permettre de mieux anticiper les mutations économiques sur le territoire concerné. Elle peut assurer l'animation, la coordination et la mise en œuvre des actions en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales, en coordination avec les autres opérateurs du Service Public de l'Emploi (Appui RH aux entreprises et notamment aux TPE).
- Contribuer au développement local de l'emploi : elle coordonne et fluidifie la transmission d'informations et les relations entre les acteurs sur le territoire. Cette action de coordination et de mise en œuvre, dans le respect des compétences de chacun des acteurs, peut intervenir dans des champs extrêmement divers en matière de développement local : aide à la création et reprise d'entreprises, appui à la création de commerces et de services de proximité, animation territoriale multisectorielle, responsabilité sociale des entreprises, promotion et facilitation de la clause sociale...

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans :

- Repérage
- Accueil
- Information
- Orientation
- Accompagnement
- Mobilisation des mesures liées à l'insertion, la formation et l'emploi
- Aide à la résolution de problèmes périphériques (santé, justice, ressources, logement, mobilité, citoyenneté...).

Le PLIE Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des participants :

- Assurer un accompagnement renforcé et individualisé des participants par des conseillers référents.
- Construire des parcours d'insertion professionnelle avec comme objectif l'emploi (d'au moins 6 mois) et/ou la validation d'une formation professionnelle reconnue.

La zone géographique couverte par l'association est le territoire Métropole Nord-Ouest composé de huit communes regroupées au sein du SIVOM Alliance Nord-Ouest (Lompret, Marcq-en-Baroeul, Marquette, Pérenchies, Quesnoy-sur-Deûle, Saint-André, Verlinghem, Wambrechies) et des communes de La Madeleine et de Lambersart.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Pour réaliser son objet social, l'association organise sa gouvernance autour de trois organes : le Bureau, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale. Les attributions et les compétences de chaque organe sont définies dans les statuts.

L'association peut recevoir toutes ressources autorisées par la Loi, en particulier les subventions de l'Etat, des Collectivités Locales et Territoriales et de l'Union Européenne. Les ressources de l'association sont essentiellement des subventions publiques liées à la politique de l'emploi.

Pour atteindre ses objectifs et réaliser ses missions, l'association s'appuie sur des salariés permanents : 48 salariés qui représentent 47.60 ETP au 31/12/2023.

L'association comporte 3 établissements, le siège social à Lambersart, et deux antennes à Marcq-en-Barœul et à La Madeleine, qui lui permettent d'avoir une bonne couverture territoriale pour accueillir ses usagers.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

BILAN ACTIF

- Immobilisations corporelles et incorporelles. Amortissements pour dépréciation.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 5 ans

Le montant des acquisitions de l'année 2023 s'élève à 21 241 €.

- Actif circulant – Classement par échéance.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.

Les subventions à recevoir sont principalement constituées :

Au titre de la MDE :

23 000 € de la MEL au titre de l'exercice 2023
2 000 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2023
2 960 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2023

Au titre de la Mission Locale :

8 845 € de l'Etat - Parrainage au titre de l'exercice 2023
375 010 € de l'Etat - CPO au titre de l'exercice 2023
97 391 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2022
89 915 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2023
6 011 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2023
7 156 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2023
3 691 € de l'AREFIE / ERASMUS+ au titre de l'exercice 2023

Au titre du PLIE :

21 010 € du Conseil Régional au titre de l'exercice 2023
58 440 € du Conseil Départemental au titre de l'exercice 2023
3 403 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2023
4 231 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2023

Les autres créances sont constituées principalement pour 10 827 € d'un excédent de versement sur la taxe sur les salaires de l'année 2023.

Les charges constatées d'avance concernent uniquement des charges d'exploitation.

BILAN PASSIF

- Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves	226 777	23 635	43 675	20 040	250 412
Report à nouveau	1 662 479				1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	23 635				190 955
Situation nette	1 912 891	23 635	43 675	20 040	2 103 846
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 912 891	23 635	43 675	20 040	2 103 846

Lors de l'affectation du résultat comptable 2022, il a été décidé d'affecter 43 675 € dans la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes », et de déduire 3 456 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Adultes », et 16 584 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes ».

- Etat des dettes

Toutes les dettes sont exigibles à moins d'un an.

- Provisions pour risques et charges

Une provision de 171 488 € pour « Indemnités de départ à la retraite » est constatée au bilan 2023.

Les hypothèses reprises pour le calcul de cette provision sont les suivantes :

Détermination en fonction de la Convention Collective des Missions Locales,

Age de la retraite à 62 ans,

Évolution de salaire annuelle de 3.70%,

Taux d'actualisation de 3.70%,

Taux de charges sociales de 45.50%,

Taux de turn over de 9.73% jusqu'à 50 ans puis 0% au-delà.

Une provision pour « risque prud'homal » est constituée au 31/12/2023 pour un montant de 53 841 €.

- Variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de :	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation MEL - Dispositif Mobilité		14 250				14 250	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL		14 250				14 250	

Le montant inscrit en fonds dédiés au 31/12/2023 correspond à la partie de la subvention MEL non utilisée en 2023 pour un montant de 14 250 €.

- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent principalement :

Une subvention de la DREETS / « Contrat d'Engagement Jeune » (CEJ) pour un montant de 385 371€.

Les produits constatés d'avance sur le « Contrat d'Engagement Jeune » sont comptabilisés en fonction de la date de démarrage des CEJ et au prorata de la durée d'accompagnement du contrat (6 mois ou 12 mois).

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- Les subventions d'exploitation

N° de compte	Financier	Affectation	Période	Fonds dédiés ou PCA N - 1	Employé 2023	Fonds dédiés ou PCA N
741 001	Conseil Régional HDF CPO Fonctionnement	ML	2023		89 915	
741 002	Conseil Régional HDF Fonctionnement	PLIE	2023		30 015	
741 102	Conseil Départemental du Nord	PLIE	2023		292 200	
741 110	DREETS HDF CPO Fonctionnement	MDE	2023		31 098	
741 111	DREETS HDF CPO Fonctionnement	ML	2023	615 529	1 819 443	385 371
741 111	DREETS HDF Parrainage	ML	2023		17 690	
741 130	AREFIE PIC repérage	ML	2021-2024	3 421	3 421	
741 131	AREFIE ERASMUS	ML	2023		3 691	
741 140	ASP Service Civique	ML	2023		28 807	
741 150	POLE EMPLOI	ML	2023		72 960	
741 160	ARS HDF	ML	2023		17 000	
741 200	SIVOM	MDE/ML/PLIE	2023		447 454	
741 400	La Madeleine	MDE/ML/PLIE	2023		114 142	
741 500	Lambersart	MDE/ML/PLIE	2023		143 470	
741 600	MEL	MDE	2023	13 554	128 554	14 250
741 601	MEL	ML	2023		4 472	
TOTAL				632 504	3 244 331	399 621

- Résultat exceptionnel

Il s'élève à + 5 692 € et est composé principalement de produits et de charges sur exercices antérieurs, dont en particulier :

- Un apport en fonds associatifs avec droit de reprise à la Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis d'un montant de 4 283 € ;
- Le remboursement de la mise à disposition de personnel par la Plateforme de Gestion des PLIE pour les années 2018 et 2019 pour un montant de 11 527 € dans le cadre des missions d'Assistance Technique ;

- Le versement des contreparties publiques par la Plateforme de Gestion des PLIE pour les années 2018 et 2019 pour un montant de 6 880 € dans le cadre des missions d'Assistance Technique.

- Effectif

L'effectif au 31 décembre 2023 était de 48 salariés (47.60 ETP).

- Mises à disposition et contributions volontaires en nature

La mise à disposition des locaux de la Maison de l'Emploi par la Ville de Lambersart pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 s'élève à 52 432 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale à La Madeleine pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 s'élève à 30 952 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale et de la Maison de l'Emploi à Marcq-en-Barœul pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 s'élève à 15 000 €.

Ces mises à disposition sont enregistrées au pied du compte de résultat dans les rubriques de contributions volontaires en nature.

L'association a bénéficié de la mise à disposition d'1 salarié à temps plein par le CCAS de Marcq-en-Barœul sur la période du 01/01/2023 au 30/04/2023 dont le coût du poste est appelé pour une valeur égale au coût réellement supporté par l'employeur à l'euro près, soit un montant facturé de 12 961 €.

- Actions du PLIE

La part des actions du PLIE MNO non comptabilisée dans les livres de l'association (FSE géré par la Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis) représente 90 343 € en 2023.

AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-568 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 230 850 € en 2023.

- Engagements hors bilan

Afin d'accompagner le rétablissement de l'équilibre financier de l'association Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis, l'association ALPES a procédé à un apport en fonds associatifs avec un droit de reprise d'un montant de 4 283€ en date du 1^{er} décembre 2023 à l'association Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis. L'apport en fonds associatifs avec droit de reprise est d'une durée minimum de 5 années.

